

SOUFIANE DJILALI, PRÉSIDENT

«Il est urgent pour le pays d'aller

Le président du parti Jil Jadid fait le point — pour Le Soir d'Algérie — de l'action de la CNLTD (Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique) depuis la réunion du 10 juin dernier, le constat sur la situation du pays, les chances nouvelles de l'opposition toutes sensibilités confondues d'aller vers l'unité des rangs et se poser comme alternative réelle au pouvoir jugé évanescant, situation aggravée par le remodelage du monde qui se dessine à travers les conflits locaux de grande intensité. Soufiane Djilali radicalise chaque fois un peu plus son discours contre le pouvoir, qu'il rend responsable de tous les maux que vit la société. Il se dit révolté : «J'avoue que parfois je me demande s'il n'est pas trop tard, si le virus de la corruption des esprits n'a pas définitivement gagné la partie». Puis optimiste : «Ce n'est que lorsque je vois certains jeunes, pétris de qualité et pleins de générosité que je reprends espoir.»

Le Soir d'Algérie : Depuis la tenue de sa première réunion le 10 juin dernier quel bilan peut-on faire de l'action de la CNLTD, si ce n'est pas trop tôt pour en faire l'évaluation ?

Soufiane Djilali : Oui, il est probablement trop tôt pour faire un bilan final, mais une première appréciation peut être formulée. Les observateurs ont été unanimes pour qualifier cette rencontre du 10 juin de grande réussite. C'est la première fois dans les annales de l'opposition que des personnalités en nombre aussi impressionnant se sont réunies publiquement. C'est un signe de maturité. Ce qui semblait être une simple velléité s'est transformé en un acte concret qui a brisé des cloisons psychologiques. Maintenant, il ne faut pas s'arrêter là. La coordination s'est, depuis, réunie à plusieurs reprises. La plateforme a été finalisée et rendue publique. Ainsi, un chapitre a été clos. Il faut en ouvrir un nouveau avec de plus grandes ambitions.

Les services de la wilaya d'Alger ont refusé l'autorisation à la Coordination de se réunir au mois de Ramadhan dernier sous le prétexte que Ryadh El-Feth n'est pas le cadre indiqué pour des activités politiques. Or, des réunions de nature politique y ont déjà eu lieu sous l'égide même de Jil Jadid, votre parti ?

Vous savez, parfois on se demande si nos responsables ne prennent pas les Algériens pour des simples d'esprit. La salle Mohamed-Zinet où nous devions organiser notre rencontre, de nature académique je le rappelle puisque Monsieur Abdelaziz Rahabi devait faire une conférence sur les modèles de transition dans le monde, a été utilisée à maintes reprises tant par Jil Jadid que par d'autres partis politiques. D'autres salles du site ont été également utilisées pour ce genre d'activités. Le congrès de Jil Jadid s'était tenu dans la salle Cosmos de Riadh El-Feth.

Par ailleurs, se sont des salles gérées par des organismes privés donc commerciales. Leur gestion ne relève pas de l'administration. Non, les justificatifs de la

Emeutes du logement, crise de Ghardaïa : «Ce sont là les signes de l'échec patent de ce régime.»

wilaya pour nous refuser l'autorisation de réunion sont tout simplement ridicules. A tout considérer, d'ailleurs, l'Algérie en entier nage dans le ridicule. En fait, il faut comprendre que les activités de la CNLTD dérangent beaucoup. La conférence du 10 juin a été une gifle pour le pouvoir et il a peur d'en recevoir d'autres. Alors, il montre ses muscles et veut faire taire l'opposition. Je rappelle qu'il y a quelques mois, le ministre de l'Intérieur en interdisant les manifestations anti-4^e mandat à Alger avait suggéré aux opposants d'aller dans les salles et que celles-ci seraient gratuites. Maintenant il interdit les salles. Toujours la ruse de mauvais goût. Et cela n'annonce rien de bon. La constitution de nouveaux partis politiques semble être bloquée, les réunions pour des partis agréés ne sont pas autorisées, les médias publics sont fermés à l'opposition, les marches proscriètes... Dire que le pouvoir nous annonçait plus de liberté consacrée par les futurs amendements constitutionnels ! De toutes les façons si l'administration continue à interdire nos activités légales, la CNLTD réagira avec détermination.

Il est question pour la CNLTD d'élargir la concertation en vue d'un large consensus. Pensez-vous à des partis politiques ou des personnalités nationales en particulier ? Le FFS par exemple qui parle d'un gouvernement de consensus ?

Nous sommes en contact avec beaucoup de partenaires politiques. L'initiative n'est pas entre les mains de la seule CNLTD mais appartient désormais à toute la classe politique et la société civile. Dans la résolution adoptée le 10 juin, il est fait mention d'une structure de concertation et de suivi du dialogue qui doit être mise en place. Les choses avancent. Personnellement, j'ai eu, à ce sujet, plusieurs entretiens avec de nombreuses personnalités de premier plan. Il faut que le pays se prépare à vivre des changements qualitatifs. Il faut que l'opposition soit prête à assumer entièrement ses responsabilités le moment venu. Quant à l'action du FFS, elle est pour le moment médiatique. Nous n'avons pas été contactés et on ne connaît rien des «tenants et des aboutissants» de cette initiative pour reprendre la formule fétiche du FFS.

C'est aussi l'objectif immédiat exprimé récemment par le Pôle démocratique dirigé par Ali Benflis. Cela ne va-t-il pas introduire une rivalité, source de division, qui arrange les affaires du pouvoir ? Comment vous prémunir de ce risque ?

Rivalité ? Absolument pas. Le pays s'est plaint pendant des années de la léthargie de la classe politique. Maintenant que les choses bougent, il faut s'en féliciter. Le pôle démocratique, la CNLTD, la société civile, les personnalités nationales... doivent réunir leur énergie et leurs efforts pour réaliser une véritable transformation démocratique. Donc bienvenue aux initiatives, on finira tous par s'entendre sur un minimum commun qui agira en faveur de la démocratie.

Une unification de toutes les composantes de l'opposition comme alternative pour une transition est-elle envisageable à court terme ?

S'entendre sur une base commune est un préalable. Mais sincèrement, je crois que cela est déjà acquis même si ce n'est pas formalisé. Tous les partis politiques et toute la société civile s'entendent sur l'établissement de l'Etat de droit, un processus démocratique sain, des élections transparentes etc. Maintenant, il ne s'agit pas pour nous de recréer un parti unique. Chacun est en droit de défendre son projet de société et son programme. Il ne faut pas s'attendre forcément à des alliances générales avec listes communes et candidat unique. Ce serait d'ailleurs la négation des valeurs que nous défendons. L'essentiel pour nous est que l'opposition se parle, qu'elle apprenne à se connaître et qu'elle s'entende sur les règles du jeu politique. Ensuite, il faudra laisser le terrain parler !

Avec un président malade, réélu pour 5 ans, et que vous invitez à aller à la retraite en application de l'article 88 bis de la Constitution quel est votre sentiment quant à la gestion politique et diplomatique des affaires du pays ?

Désolant ! J'ai honte pour mon pays, je me sens humilié de voir cet homme, à la fin de sa vie, mettre en danger l'avenir de 40 millions d'Algériens pour son ego. Je ne

Entretien réalisé par
Brahim Taouchichet

sais pas jusqu'où sa propre responsabilité est engagée dans ce 4^e mandat et s'il est conscient de ce qu'il fait, mais c'est tragique pour lui et pour nous tous. Quant à ceux qui ont soutenu mordicus la prolongation de ce règne morbide, ils n'ont pensé qu'à eux-mêmes, aux bonnes affaires, à l'argent facile, aux marchés juteux et aux privilèges politiques illégitimes. Je ne sais pas si, à ce rythme, l'Algérie pourra exister telle quelle à l'avenir, mais je suis sûr que l'action de M. Bouteflika sera considérée par les historiens comme la plus médiocre, la plus irresponsable et la plus dangereuse pour l'Algérie. S'il y a encore une conscience dans ce pays, il est grand temps de passer à l'application de l'article 88 de la Constitution. L'Algérie a peu de temps devant elle pour tourner la page de ce règne sordide et essayer de se reconstruire. Mais j'avoue que parfois je me demande s'il n'est pas trop tard, si le virus de la corruption des esprits n'a pas définitivement gagné la partie. Ce n'est que lorsque je vois certains jeunes, pétris de qualités et pleins de générosité que je reprends espoir.

Cela interpelle quant aux émeutes populaires qui reviennent de façon récurrente et avec une plus grande intensité en rapport avec le logement, la crise de Ghardaïa qui perdure ?

Ce sont là les signes de l'échec patent de ce régime. Ecoutez, le pays est à l'abandon. C'est très sérieux ce que je vous dis. Il faut juste regarder autour de vous. Les villes sont devenues des dépotoirs. Les mauvaises odeurs sont partout. Les trottoirs sont sales, défoncés. Des travaux sur les routes sont entamés puis abandonnés à moitié finis. Les hôpitaux sont devenus des nids à microbes. Je n'ai pas vu d'études chiffrées mais il est évident que la mortalité due aux infections nosocomiales est très élevée. Le personnel médical est démobilisé. La justice ? Allez faire un tour dans les tribunaux : le laxisme, la corruption, les blocages bureaucratiques, et tant d'autres maux les rongent. Ces deux lieux, hôpitaux et palais de justice sont devenus l'enfer de nombreux citoyens, la tombe de l'Etat de droit. Les citoyens se sentent dans l'insécurité, y compris physique. Tous les corps d'état sont démissionnaires. Pendant que nos dirigeants vivent comme des nababs, les problèmes quotidiens ne trouvent aucune solution. Partout, la corruption gangrène le corps social. Toutes ces plaies sont pour l'instant anesthésiées avec l'argent du pétrole. Personne ne trouve vraiment son compte dans cette jungle mais personne non plus n'a envie d'en sortir. Alors le gouvernement fait semblant de gouverner et les citoyens font semblant de vivre. Jusqu'à quand ? Le jour où les revenus du pétrole baisseront, et ce jour est inéluctable et pas si lointain, nos gouvernants feront leur valise et partiront vite fait pour finir leur vie là où ils ont amassé leur fortune et laisseront tomber le pays tout comme la hyène qui fini par lâcher le corps décharné de sa proie. Quant à la situation de Ghardaïa, elle est tout simplement scandaleuse. En campagne électorale,

Géopolitique : «Nous sommes au seuil d'une nouvelle ère dont la configuration est en cours. Nous entrons dans une phase mondiale instable. Ghaza, mais aussi l'Ukraine, la Libye, la Syrie, etc., ne sont que l'expression de la fin d'un certain monde.»

grène le corps social. Toutes ces plaies sont pour l'instant anesthésiées avec l'argent du pétrole. Personne ne trouve vraiment son compte dans cette jungle mais personne non plus n'a envie d'en sortir. Alors le gouvernement fait semblant de gouverner et les citoyens font semblant de vivre. Jusqu'à quand ? Le jour où les revenus du pétrole baisseront, et ce jour est inéluctable et pas si lointain, nos gouvernants feront leur valise et partiront vite fait pour finir leur vie là où ils ont amassé leur fortune et laisseront tomber le pays tout comme la hyène qui fini par lâcher le corps décharné de sa proie. Quant à la situation de Ghardaïa, elle est tout simplement scandaleuse. En campagne électorale,



Soufiane Djilali, président de Jil Jadid.

Photo : Samir Sid